

REGION PARISIENNE. — Persistence d'un temps doux et instable ; quelques averses. Les vents tourneront progressivement au Nord-Ouest.

ABONNEMENTS. — 3 mois : 250 fr. 6 mois : 475 fr. Un an : 900 fr. C. C. P. PARIS 1650-33

LE N° 4 fr.

REDACTION \* ADMINISTRATION \* PUBLICITE \* ABONNEMENTS 49, AVENUE DE L'OPERA, PARIS (2e). — TELEPHONE : OPE. 89-31 et la suite. — A PARTIR DE 20 H. 30, TELEPHONE : RIC. 81-56

8 PL MADELEINE OR 18c. 9800f. C.P. 18 ANNEE MARDI 8 JUILLET 1947

Des faux calculs aux vraies ententes

par Maurice SCHUMANN

Les communistes étaient convaincus que le conseil national du parti socialiste désavouerait le président Ramadier. Ils se sont trompés. De même, selon des experts dignes de créance, l'attitude des dirigeants soviétiques s'expliquerait par la certitude que le congrès de Washington désavouerait le général Marshall. Nous verrons bien.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que, plus les spéculateurs sont sûrs d'eux-mêmes, plus leurs calculs ont chance d'être faux. Quand les communistes se mirent à jouer au chef d'orchestre pour réparer les conséquences de l'erreur tactique qu'ils avaient commise en s'excluant du gouvernement, nous leur avons ici même lancé cet avertissement cordial : « Nous ignorons quand vous reviendrez au pouvoir. Nous ne savons pas si vous y reviendrez jamais. Mais ce que nous pouvons vous affirmer, c'est que vous employez les moyens les plus propres à vous barrer le chemin du retour. Quel est, en effet, l'homme, quel est le parti auxquels vous puissiez faire l'injure de les croire capables d'abdiquer la souveraineté de la représentation nationale devant le chantage ou la pression ? » Nous n'étions pas assez naïfs pour croire que notre langage serait entendu. Mais, lorsque, vendredi dernier, M. Jacques Duclos transposa sur le plan du « parti frère » la bataille qu'il était en train, comme nous l'avions prévu, de perdre sur le plan parlementaire, prononça tout un discours pour exciter une tendance du parti socialiste contre l'autre et, à seule fin de gêner Paul Ramadier tout en élevant le débat, se mit à lui lire des citations injurieuses de « son camarade Capocci », je fis aussitôt le pari que la journée de dimanche finirait bien pour le président du Conseil... et mal pour M. Jacques Duclos. De fait, le parti socialiste, lui non plus, n'a pas « chanté ».

Le trait le plus remarquable de ses délibérations n'est d'ailleurs pas le léger renforcement d'une majorité dont tous les faiseurs de pronostics annonçaient le renversement, mais la réputation de « concours » communiste par les minoritaires eux-mêmes. Leurs critiques contre la carence de l'autorité gouvernementale et les contradictions d'une politique économique mal définie sont loin d'être sans fondement et sans utilité. Elles ne font que projeter une lumière plus vive sur le résultat principal dont les tacticiens du parti communiste peuvent se targuer : ils ont réussi à frustrer l'opposition dont ils sont les guides de l'aide d'un Guy Mollet ou d'un Albert Gazier, tout en lui gagnant les précieux concours de MM. Mutter, Capitant et Daladier. Il n'appartient qu'à eux de déterminer si ceci compense cela. Mais nul ne contestera que, le jour où, par impossible, le parti communiste, le P.R.L. et les quelques partisans de la politique du pire égarés dans le Rassemblement des Gauches auraient ensemble ouvert une crise, l'analyse du scrutin fournirait des indications claires au président de la République chargé de la dénouer ! On parle de l'impulsion du gouvernement. Mais que dire de l'impuissance d'une telle opposition ?

Il demeure vrai que, plus s'éloigne la possibilité d'une formule de remplacement dans la paix civile et la légalité constitutionnelle, plus le gouvernement a le devoir de tenir fermement la barre. Il est sûr de durer. Il ne lui reste plus qu'à vivre. On nous annonce un nouveau plan. Mais ce qu'attend le pays, avec une impatience et un scepticisme croissants, ce n'est pas tant la définition d'une politique que la certitude qu'elle sera pratiquée sans atermoiement ni faiblesse. Toutes les données de la situation intérieure et internationale — plus fortes que les survivances et les préjugés — imposent la coalition républicaine sur laquelle est fondé l'actuel gouvernement. Il lui reste à s'imposer elle-même, en rendant fécondes les vraies ententes dont les faux calculs n'ont pas pu triompher.

Cinquante-deux ministres du Ravitaillement se réunissent à Paris

Cinquante-deux ministres de l'Agriculture et du Ravitaillement se réunissent demain à Paris, pour prendre part à la conférence de la F.A.O. (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). Parmi les cinquante-deux délégations qui assisteront à cette conférence on compte, notamment, celles des Etats-Unis, du Canada, du Brésil, de l'Angleterre, de l'Inde, et, bien entendu, de la France. Le conseil des ministres qui sera tenu hier les instructions qui seront transmises à la délégation française.

Le plan de travail proposé est d'une importance primordiale : en effet, il ne s'agit rien moins que d'établir les prévisions de la récolte de céréales dans le monde. Ces chiffres une fois établis, le problème d'exportation et d'importation pour les douze mois à venir seront abordés. Des travaux de cette conférence va dépendre, en partie, l'approvisionnement en céréales de tous les pays déficitaires et nul n'ignore que la récolte se trouve être, cette année, dans de nombreuses régions, une des plus mauvaises qu'on ait enregistrées depuis longtemps.

Le problème se pose donc d'urgence d'un côté une récolte excédentaire (Canada, U.S., Brésil) de l'autre un déficit énorme (pays d'Europe occidentale et centrale) voire même la famine (Indes). Entre les deux termes de cette donnée, la question des devises oppose sa barrière. Ce sera donc là le travail que la conférence aura à effectuer.

Après le vote de confiance du conseil national S.F.I.O. L'ÉPREUVE DÉCISIVE commence pour M. Ramadier

Le conseil des ministres s'est occupé hier du prix du blé. L'Assemblée discute cet après-midi le plan de congélation de la viande

Claude MANDEL reçoit, au nom de son père la Légion d'honneur

Hier matin à eu lieu, en présence de M. Vincent Auriol, président de la République, du chef du gouvernement, de plusieurs ministres, dont Georges Bidault et Paul Coste-Floret, et de nombreuses personnalités, parmi lesquelles on remarquait Mme Béatrice Bretty, l'inauguration, dans la cour du ministère de la France



Malgré la politique de restriction du crédit 523 commerçants seulement ont fait faillite depuis six mois

On se souvient, qu'un des chapitres de la nouvelle politique économique inaugurée en janvier dernier consistait dans le resserrement des possibilités de crédit, ceci en vue de mettre en difficulté les entreprises les moins viables et de les obliger à fermer boutique. Après six mois d'expérience, quels sont les résultats ? Ils sont décevants à plusieurs titres : dans toute la France 523 entreprises ont été déclarées en état de faillite de janvier à juin contre 295 pour le premier semestre 1945 et 2410 pour le premier semestre 1938.

Pour plusieurs raisons, ces résultats doivent être considérés comme inquiétants et fâcheux : 1. Une estimation communément admise évalue à 500.000 le nombre des nouveaux venus au commerce depuis la guerre. A raison de 1.000 faillites par an, la France retrouverait sa structure commerciale de 1944 dans... cinq cents ans ! 2. Parmi les 523 entreprises touchées on en compte seulement 39 dans le secteur alimentaire — un des plus pléthoriques — et 29 dans le bâtiment. Il s'agit là, non pas d'une coupe saine, mais d'une coupe aveugle...

3. De sondages effectués sur la nature de ces faillites, il résulte que ce sont dans la plupart des cas des commerçants honnêtes et chevronnés qui font les frais de cette mesure de sélection, alors que les trafiquants passent à travers les mailles du filet. L'honnêteté ne paie plus et la fraude favorise. Certes, l'appareil commercial français est trop lourd, et c'est là un facteur qui contribue à accélérer la course des salaires et des prix. Mais il faut y porter remède par des mesures efficaces et justes, et sans léser les commerçants honnêtes, qui sont nombreux. Déjà, avant guerre, notre appareil commercial était exagérément gonflé, puisqu'on enregistrait en 1939 une moyenne de 1.700 faillites par mois. Il faudra donc, si l'on veut alléger notre économie, supprimer cet excédent de boutiques. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il faille faire disparaître les tout derniers venus : si leur gestion est

ET LE PROBLÈME des revendications des fonctionnaires est toujours en suspens

Après vingt-quatre heures ou presque de débat, le conseil national S.F.I.O. s'est prononcé hier matin pour le maintien du cabinet Ramadier. Les résultats du scrutin ne sont pas sensiblement différents de ceux du 6 mai. Cette fois pourtant, M. Guy Mollet avait pris position contre le retour au pouvoir du parti communiste, faisant valoir que « les fautes commises par ce parti dans le domaine intérieur et par l'U.R.S.S. dans le domaine international rendent impossible actuellement « cette rentrée ».

Dès lors, comment le vote doit-il être interprété ? Et faut-il penser qu'en dépit de l'important appoint des voix mollétistes, il s'est trouvé tout de même 2.058 mandats pour opter en faveur du rappel de M. Thorez et de ses amis ? Nullement. La minorité a, dit-on, voulu, en s'affirmant, proclamer qu'il existe au sein de l'Assemblée nationale une majorité antidirigiste, et que c'est à elle à prendre les rênes du pouvoir, à faire ses preuves.

Le marché de la viande. Nous ne lui ferons pas pour autant un procès en recherche de paternité, d'autant qu'un point de divergence apparaît en ce qui concerne le marché de la viande. Le conseil national socialiste entend le contrôler d'un bout à l'autre, de la production à la consommation. Le M.R.P., on le sait, fait somme, en ce domaine, la devise de Lyautey : montrer la force (la contrainte) pour ne pas avoir s'en servir. Et il dit en quelque sorte à M. Ramadier : pour obtenir les 35.000 tonnes de viande plus de voiles coupées par le marché, c'est à l'appareil dirigiste, mais appuyez sur le délicé que si, à la date du 1er octobre, par exemple, la liberté n'a pas produit son plein effet.

Menace de réquisition. Un certain article 9 du plan pourrait provoquer des remous particulièrement vifs : celui qui prévoit la réquisition pendant le premier semestre de l'année, non pour constituer les stocks à frigorifier, mais pour assurer l'approvisionnement courant des centres urbains. Mais n'anticipons pas. D'autant que les tacticiens politiques victorieusement franchis, il lui faut maintenant s'attaquer aux autres, les plus redoutables, ceux que l'on ne double pas par une simple adoption de motion d'ordre du jour, car il y faut des actes.

Entre les deux phases — la politique, l'économique — le répit laissé au président du Conseil n'aura pas été long. Dès hier, le prix du blé, le débat sur la viande devant s'ouvrir aujourd'hui même au Palais-Bourbon. Voici M. Ramadier nanti de son double vote de confiance, plus de tacticiens politiques victorieusement franchis, il lui faut maintenant s'attaquer aux autres, les plus redoutables, ceux que l'on ne double pas par une simple adoption de motion d'ordre du jour, car il y faut des actes.

Pas de décision pour le prix du blé. Bien que deux conseils des ministres soient réunis hier à l'Elysée, l'un au cours de la matinée et l'autre dans la nuit, pour examiner les propositions de fixation des prix du blé et de certaines céréales secondaires, aucune décision n'a pourtant été prise dans ce domaine. M. Bourdan a indiqué, en effet, l'intention du gouvernement de ne pas prendre de mesures séparées mais de les inscrire dans un cadre d'ensemble d'harmonisation des salaires et des prix. La question sera de nouveau examinée cette semaine par le gouvernement.

« La France marchera avec ceux qui voudront refaire l'Europe dans la paix » déclare Georges Bidault à Chalon-sur-Saône

LE CONSEIL NATIONAL S.F.I.O. contre le retour des communistes au gouvernement (Nos informations en 3 page).

L'Autriche a demandé son admission à l'O.N.U.

Le secrétaire de l'O.N.U. a reçu hier après-midi, du ministre d'Autriche à Washington, M. Ludwig Kleinwachter, une lettre datée du 2 juillet et demandant l'admission de l'Autriche à l'O.N.U.

DEUX MEETINGS DEUX ACCIDENTS

A Villacoublay un pilote se tue et blesse trois spectateurs

A DIJON, un moniteur tombe en imitant Adémaï



Le meeting de Villacoublay a révélé le plus jeune parachutiste de France, âgé de treize ans. Michel Lemaître, c'est son nom, seula avant qu'il ne poserait le plus près de la tribune officielle. C'est lui qui signa. (INFORMATIONS EN QUATRIÈME PAGE.)

DANS UNE LETTRE AU GÉNÉRAL DE LATRE DE TASSIGNY

Paul Coste-Floret exprime son indignation devant les campagnes qui visent à jeter le discrédit sur l'armée et ses chefs

Arrivé hier à Orly, le général de Larminat s'est refusé à toute déclaration

Les campagnes tendancieuses menées dans certains journaux à propos du complot contre la République ont causé dans l'armée une émotion profonde, que le général de Latre de Tassigny avait exprimée au ministre de la Guerre. Paul Coste-Floret vient d'adresser au général de Latre de Tassigny la réponse suivante :

« Accusations imbéciles dont mon mari se contente pour l'instant, de rire » dit Mme de Larminat. Le général de Larminat est arrivé hier matin, venant de Douala, à l'aérodrome d'Orly. Il est immédiatement rendu à son domicile personnel, après s'être refusé à toute déclaration. C'est donc Mme de Larminat qui a, en quelque sorte, servi de truchement entre le général et la Presse. — Mon mari n'a pas le droit de dire à la presse quel que soit avant qu'il n'ait vu son ministre et que celui-ci l'ait autorisé à se défendre contre les attaques, dont certaines sont fleuveuses, inexactes, qui furent portées contre lui. Le général verra sans tarder le ministre de la Guerre et, à ce moment-là seulement, il se défendra. Mais vous pouvez dire qu'il est en pleine forme et qu'il se contente de rire de ces accusations imbéciles. Au Parquet, on précise que le dossier de l'affaire du complot ne comporte actuellement aucun élément qui soit de nature à rendre utile l'audition du général de Larminat par le juge d'instruction.

LA TCHÉCOSLOVAQUIE sera présente à la Conférence du 12 juillet. Ont annoncé leur acceptation : Belgique, Hollande, Italie, Irlande, Portugal, Grèce, Turquie. Acceptation certaine : Luxembourg, Suisse, Danemark, Norvège, Suède, Autriche. Refus : Finlande. Refus probable : Roumanie, Bulgarie. Explicative : Pologne, Hongrie, Yougoslavie. Aucune indication : Islande, Albanie. (En 3 page, l'article de Jean DANNENMULLER.)

« Cent fois la Gestapo plutôt qu'une fois l'avenue Henri-Martin »

DECLARE JACQUES DESTREE que Masuy fit passer dix-huit fois à la baignoire

En écoutant les émouvantes dépositions des victimes de Masuy, respectées des bagnes nazis, on s'imagine avec peine quelles durent être les souffrances subies par les patriotes qui passaient au 101, avenue Henri-Martin. Ainsi, notre ami Jacques Destrée, conseiller de la République, rédacteur en chef de « Ce Matin », fondateur du mouvement « Résistance », ne passa pas moins de dix-huit fois à la baignoire et ne parla pas. Déporté à Buchenwald, il revient aujourd'hui en accusateur. Diminué physiquement par les souffrances qu'il a endurées, le témoin définit le rôle de chacun des accusés :

« Masuy interrogé, Raymond Freney et un Allemand n'ont pas dit le rapport. J'aurais préféré être amené cent fois à la Gestapo que dix-huit fois à la baignoire. L'anglais non de mourir, ce qui n'était rien, mais de ne pas être et pour ne pas livrer ses amis. C'étaient des brutes, infâmes. Seul Alain de Tintencin s'est montré humain. Freney et Humbert ne se souviennent plus. Seul Masuy se souvient de ces responsabilités. Une autre victime, M. Alic, industriel, dépeint devant la cour, l'atmosphère qui régnait dans l'entre-Masuy :

« Je crus entendre les hurlements de ma fille » — J'entendis, venant d'une pièce voisine, des hurlements d'une femme, je crus reconnaître la voix de ma fille. Ce fut la minute la plus terrible de ma vie. Je ne pus qu'une seule fois à la baignoire. Après qu'on m'aurait offert une coupe de champagne, je me suis senti très bien. Tintencin, il m'a donné d'abord l'impression d'un « moulin ». Mais j'ai vite acquis la certitude que ce jeune homme était un égaré parmi ces loups. Il eût fallu peu de chose pour le ramener dans le droit chemin. Le témoin termine par un jugement assez inattendu sur Masuy : — Il a obtenu le maximum de tortures. S'il était Allemand, je demanderais pour lui l'indulgence.

Enfin, M. Vallat met directement en cause Michèle Alfa : — Emmené dans les bureaux de l'avenue Henri-Martin, on me donna une très jolie femme, vêtue d'un somptueux manteau de fourrure. L'un de mes gardiens me dit alors : « Tu ne connais pas Michèle Alfa ? La voilà ! » Masuy ne se souvient pas de cette circonstance, mais n'importe pas cette déposition. — Ce doit être exact, dit-il, puisque le témoin l'affirme.

Des corps de déportés français sont ramenés d'Allemagne. Les corps de 78 agents, dont 7 femmes, du réseau « Alliance », qui, en 1944-45, avaient été massacrés par les nazis dans les grottes allemandes, ont été retrouvés en Allemagne dans les charniers de Pforzheim, Bruchsal, Ludwigswig, Karlsruhe, etc. Ils ont été ramené hier à Strasbourg où on les a provisoirement inhumés.

CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE. Un meuble bien choisit est garanti pour longtemps. LIVRAISONS GRATUITES DANS TOUTE LA FRANCE.